



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.393/4
du 15 juin 2026

advies 79.393/4
van 15 juni 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions en matière de
procédure d'évaluation
médicale de l'aptitude au
travail des agents de certains
services publics'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
bepaalde bepalingen inzake de
procedure voor de medische
evaluatie van de
arbeidsgeschiktheid van de
ambtenaren van sommige
overheidsdiensten'

Le 18 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions en matière de procédure d'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 juin 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juin 2026.

*

Op 18 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van bepaalde bepalingen inzake de procedure voor de medische evaluatie van de arbeidsgeschiktheid van de ambtenaren van sommige overheidsdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 juni 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juni 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Interrogé sur les raisons pour lesquelles le projet n'a pas été soumis à l'accord de la Ministre de la Fonction publique, le délégué a répondu :

« Le Ministre de la Fonction publique était en effet l'un des auteurs de l'arrêté royal du 18 octobre 2024 réglant la procédure d'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics par l'Administration de l'expertise médicale. Cette situation était motivée par le fait que l'abrogation de l'arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics était de sa compétence (voir article 23).

Cependant, le présent projet est entièrement de la compétence du Ministre de la Santé publique, chargé de l'exécution de cet arrêté royal ».

L'article 8 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' énonce :

« Sont soumis à l'accord du Ministre de Fonction publique dans ses attributions les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel qui ont pour objet :

1° la fixation ou la modification des cadres organiques ;

2° la fixation ou la modification du statut administratif et/ou pécuniaire du personnel des services ».

Étant donné que le projet a trait au statut administratif du personnel des services, il doit être soumis à l'accord de la Ministre de la Fonction publique.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, point c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Invité à indiquer les raisons pour lesquelles il a été considéré que l'article 1^{er}, 4^o, ne constituait pas un traitement de données à caractère personnel nécessitant de demander l'avis de l'Autorité de protection des données, le délégué a répondu :

« Au premier abord, il s'agit en effet d'une nouvelle initiative concrète de réintégration. Cependant, dans le cas de la présente procédure, il s'agit de la transmission d'une constatation du conseiller en prévention-médecin du travail (formulaire d'évaluation de santé) accompagnée du même rapport motivé visé par le 2^o (trajet formel de réintégration). Fondamentalement, il s'agit pratiquement des mêmes documents à remettre au CEMAT, ce qui a justifié la considération qu'il s'agissait du même traitement de données au sens du Règlement général sur la protection des données du point de vue de la finalité poursuivie par la présente norme ».

Ainsi qu'il ressort de la réponse du délégué, l'article 1^{er}, 4^o, ajoute une nouvelle initiative concrète de réintégration et, dès lors, une nouvelle hypothèse dans laquelle des données à caractère personnel doivent être transmises. Par conséquent, cette disposition se rapporte à un traitement de données à caractère personnel. Le fait que les données prévues constituent des données devant être remises dans d'autres hypothèses est sans incidence sur cette conclusion.

Il convient par conséquent de recueillir l'avis de l'Autorité de protection des données.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. De l'accord du délégué, l'article 3 du projet trouve son fondement juridique dans l'article 3 de la loi du 12 mai 2024 'régulant l'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics par l'Administration de l'expertise médicale'. L'alinéa 3 sera complété en conséquence.

2. Une analyse d'impact doit être réalisée pour les projets pour lesquels l'intervention du Conseil des ministres est requise par une disposition légale ou réglementaire, sauf si ces projets en sont dispensés ou exceptés. Or, aucune disposition légale ou réglementaire n'impose une délibération en Conseil des ministres pour le projet examiné. Dès lors que l'intervention du Conseil

des ministres n'est pas requise, il ne peut être question d'une obligation d'effectuer une analyse d'impact ni, par corollaire, d'une dispense d'analyse d'impact. L'alinéa 10 sera donc omis ¹.

De même, au dernier alinéa, les mots « et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil » seront omis, également afin de ne pas donner l'impression que les modifications qui seraient ultérieurement envisagées devraient être soumises à une telle délibération ². Rien ne s'oppose en revanche à ce que la délibération en Conseil des ministres soit mentionnée dans un considérant, placé après les visas ³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. De l'accord du délégué, par souci de sécurité juridique et vu l'importance de la notion de « première demande », le commentaire de l'article prévoira qu'il y a lieu d'entendre par cette notion « une demande introduite pour une incapacité de travail en cours, pour laquelle aucune demande préalable n'a été déposée et aucune décision antérieure du CEMAT n'a été rendue, à l'exclusion des décisions déclarant une demande irrecevable ».

2. Le mot « neuf » apparaissant à deux reprises à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 octobre 2024, il convient de préciser, au 1^o, que le mot « neuf » est « à chaque fois » remplacé par le mot « six ».

Article 2

À l'alinéa en projet, les mots « du présent arrêté » sont inutiles et seront omis.

¹ Voir l'avis 77.426/4 donné le 19 février 2025 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 3 avril 2025 'fixant le cadre général relatif à l'accès et aux modalités de fonctionnement du leasing vélo'.

² Voir l'avis 78.912/4 donné le 11 mars 2026 sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État concernant la réglementation relative aux jours de pont » et l'avis 78.199/4 donné le 6 octobre 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2025 'modifiant l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale et l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public'.

³ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 35.

Article 6

Tel qu'il est formulé, l'article 6 se présente comme une disposition relative à l'entrée en vigueur de l'article 1^{er}, 2°, alors que telle n'est pas sa portée : ainsi que l'indique le rapport au Roi, cette disposition vise à instaurer une période transitoire afin d'« éviter toute insécurité juridique ».

Afin de mieux faire apparaître son caractère de disposition transitoire, mieux vaut rédiger l'article 6 comme suit :

« Par dérogation à l'article 7, l'article 1, 2°, s'applique à partir du 1^{er} janvier 2027 lorsque l'agent a épuisé son capital de jours de maladie avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou que le délai spécifié lorsque le statut ne prévoit pas de capital de jours de maladie intervient également avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ».

Article 7

La disposition examinée prévoit que l'arrêté soumis à l'examen « entre en vigueur le même jour que le livre 8 de la loi du @ portant la réforme des pensions ».

La loi du 30 mai 2026 'portant la réforme des pensions (1)' a été publiée au *Moniteur belge* le 1^{er} juin 2026. Son article 134 prévoit que le livre 8 « entre en vigueur le 1^{er} juin 2026, à l'exception des articles 93, 94, 1° à 4°, 108, 125 et 129 à 132, ainsi que de l'article 127 dans la mesure où il concerne l'abrogation de l'article 40, alinéas 1^{er} à 3, de la loi du 18 mai 2024 portant introduction de l'allocation d'incapacité temporaire de travail pour fonctionnaires, qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 2026, et des articles 116 et 121 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2026 ».

Il s'ensuit que la disposition examinée a pour conséquence de conférer un effet rétroactif à l'arrêté soumis à l'examen et de lui faire produire ses effets le 1^{er} juin 2026.

À cet égard, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des arrêtés est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit, et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier la rétroactivité du projet au regard de ces principes.

Si la rétroactivité du projet est maintenue, la justification de celle-ci gagnerait à figurer dans le rapport au Roi et mieux vaudrait alors, par souci de clarté et de sécurité juridique, formuler la disposition examinée comme suit :

« Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 2026 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Op de vraag waarom het ontwerp niet voor akkoordbevinding is voorgelegd aan de minister van Ambtenarenzaken, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Le Ministre de la Fonction publique était en effet l’un des auteurs de l’arrêté royal du 18 octobre 2024 réglant la procédure d’évaluation médicale de l’aptitude au travail des agents de certains services publics par l’Administration de l’expertise médicale. Cette situation était motivée par le fait que l’abrogation de l’arrêté royal du 13 mai 1999 organisant le contrôle médical des agents de certains services publics était de sa compétence (voir article 23).

Cependant, le présent projet est entièrement de la compétence du Ministre de la Santé publique, chargé de l’exécution de cet arrêté royal.”

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ luidt als volgt:

“Aan de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken worden voorgelegd, de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit die ertoe strekken:

1° de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen;

2° het administratief en/of het geldelijk statuut van het personeel van de diensten vast te stellen of te wijzigen.”

Aangezien het ontwerp betrekking heeft op het administratief statuut van het personeel van de diensten, moet het voor akkoordbevinding worden voorgelegd aan de minister van Ambtenarenzaken.

2. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Op het verzoek om uit te leggen waarom ervan uitgegaan is dat artikel 1, 4°, geen verwerking van persoonsgegevens vormde waarbij het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moest worden ingewonnen, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Au premier abord, il s’agit en effet d’une nouvelle initiative concrète de réintégration. Cependant, dans le cas de la présente procédure, il s’agit de la transmission d’une constatation du conseiller en prévention-médecin du travail (formulaire d’évaluation de santé) accompagnée du même rapport motivé visé par le 2° (trajet formel de réintégration). Fondamentalement, il s’agit pratiquement des mêmes documents à remettre au CEMAT, ce qui a justifié la considération qu’il s’agissait du même traitement de données au sens du Règlement général sur la protection des données du point de vue de la finalité poursuivie par la présente norme.”

Zoals blijkt uit het antwoord van de gemachtigde, wordt bij artikel 1, 4°, een nieuw concreet initiatief tot re-integratie en bijgevolg een nieuwe situatie waarin persoonsgegevens moeten worden meegedeeld, toegevoegd. Bijgevolg heeft die bepaling betrekking op de verwerking van persoonsgegevens. Het feit dat de bedoelde gegevens *in casu* gegevens zijn die in andere situaties moeten worden verstrekt, heeft geen invloed op deze conclusie.

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, ontleent artikel 3 van het ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 3 van de wet van 12 mei 2024 ‘tot regeling van de medische evaluatie van de arbeidsgeschiktheid van de ambtenaren van sommige overheidsdiensten door het Bestuur van de medische expertise’. Het derde lid moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. Betreffende ontwerpen waarvoor de tussenkomst van de Ministerraad wordt vereist door een wettelijke of reglementaire bepaling, moet een impactanalyse worden uitgevoerd, behalve als die ontwerpen daarvan vrijgesteld of uitgezonderd zijn. Er is echter geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling die voorschrijft dat over het voorliggende ontwerp overleg wordt gepleegd in de Ministerraad. Aangezien de tussenkomst van de Ministerraad *in casu* niet vereist is, kan er

geen sprake zijn van een verplichting tot het uitvoeren van een impactanalyse, noch, logischerwijze, van een vrijstelling daarvan. Het tiende lid moet dus worden weggelaten.¹

Zo ook moeten de woorden “en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers” in het laatste lid weggelaten worden, ook om niet de indruk te wekken dat zo’n overleg nog zou moeten plaatsvinden over wijzigingen die men naderhand zou overwegen.² Niets belet daarentegen dat het overleg in de Ministerraad vermeld wordt in een overweging, na de aanhefverwijzingen.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, moet in de commentaar bij het artikel, ter wille van de rechtszekerheid en gelet op het belang van het begrip “eerste aanvraag”, bepaald worden dat onder dit begrip het volgende begrepen moet worden: “een aanvraag die wordt ingediend tijdens een lopende arbeidsongeschiktheid, waarvoor geen eerdere aanvraag werd ingediend en waarvoor het MEVA geen eerdere beslissing heeft genomen, met uitzondering van de beslissingen waarbij een aanvraag onontvankelijk wordt verklaard”.

2. Aangezien het woord “negen” in artikel 3, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 oktober 2024 tweemaal voorkomt, moet in de bepaling onder 1° worden verduidelijkt dat het woord “negen” telkens door het woord “zes” vervangen moet worden.

Artikel 2

In het ontworpen lid zijn de woorden “van dit besluit” overbodig en moeten ze dan ook weggelaten worden.

¹ Zie advies 77.426/4 van 19 februari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 3 april 2025 ‘tot vaststelling van het algemene kader voor de toegang tot en de werkingsmodaliteiten van de fietsleasing’.

² Zie advies 78.912/4 van 11 maart 2026 over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen betreffende de brugdagenregeling’ en advies 78.199/4 van 6 oktober 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 oktober 2025 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt en het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt’.

³ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 35.

Artikel 6

Zoals artikel 6 is geformuleerd, komt het over als een bepaling met betrekking tot de inwerkingtreding van artikel 1, 2°, terwijl dat niet de strekking ervan is: zoals in het verslag aan de Koning is vermeld, strekt deze bepaling ertoe een overgangsperiode in te voeren om “elke juridische onzekerheid te vermijden”.

Om de aard van overgangsbepaling beter tot uiting te laten komen, kan artikel 6 beter als volgt worden geredigeerd:

“In afwijking van artikel 7 is artikel 1, 2°, van toepassing vanaf 1 januari 2027 wanneer de ambtenaar zijn ziektedagen heeft uitgeput vóór de inwerkingtreding van dit besluit, of wanneer de gespecificeerde termijn, in geval het statuut geen ziekteverlofdagen voorziet, eveneens verstrijkt vóór de inwerkingtreding van dit besluit.”

Artikel 7

In de voorliggende bepaling wordt gesteld dat dit besluit “in werking [treedt] op dezelfde dag als het boek 8 van de wet van @ houdende de pensioenhervorming”.

De wet van 30 mei 2026 ‘houdende de pensioenhervorming (1)’ is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 juni 2026. In artikel 134 ervan wordt bepaald dat boek 8 “in werking [treedt] op 1 juni 2026, met uitzondering van de artikelen 93, 94, 1° tot 4°, 108, 125 en 129 tot 132, evenals van artikel 127 in zoverre het de opheffing van artikel 40, eerste tot derde lid, van de wet van 18 mei 2024 tot invoering van de tijdelijke arbeidsongeschiktheidsuitkering voor ambtenaren betreft, die in werking treden op 1 mei 2026, en van de artikelen 116 en 121 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2026”.

De voorliggende bepaling heeft derhalve tot gevolg dat aan dit besluit terugwerkende kracht wordt verleend en dat aan dit besluit uitwerking wordt gegeven met ingang van 1 juni 2026.

In dat verband dient eraan herinnerd te worden dat besluiten krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

De steller van het ontwerp moet de terugwerking van het ontwerp kunnen verantwoorden in het licht van die beginselen.

Indien de terugwerkende kracht van het ontwerp wordt gehandhaafd, verdient het aanbeveling om de verantwoording ervoor in het verslag aan de Koning op te nemen en ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid zou de voorliggende bepaling dan het best als volgt worden geformuleerd:

“Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 2026.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO